

# Les industries des biens de consommation

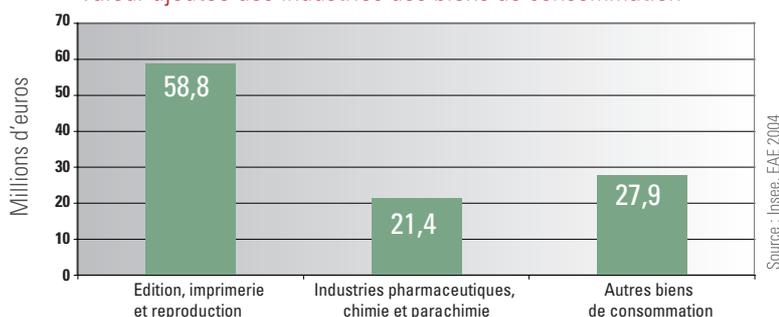
Les industries des biens de consommation comprennent des activités dont le débouché « naturel » est la consommation des ménages : pharmacie et chimie, édition et imprimerie, textile et équipements divers du foyer. Elles contribuent à 19% de la valeur ajoutée de l'industrie.

L'industrie des biens de consommation à La Réunion est constituée principalement des secteurs de l'imprimerie-édition (plus de la moitié des effectifs salariés et de la richesse créée) et de la chimie-parachimie. D'autres sous-secteurs plus minoritaires existent, tels que le textile, l'habillement cuir et l'équipement du foyer (meubles, articles de musique, de sport) dont les plus grosses entreprises sont *Bourbon Mobilier collectivités*, *Isoplast* et la *COFER* (Compagnie Française des Energies renouvelables). Mais l'importation de produits en provenance de pays à faible coût de main d'œuvre limite les possibilités de développement de ces sous-secteurs.

## Un secteur à dominante artisanale en bonne santé

Bien que ce secteur compte le plus grand nombre d'établissements, près des deux tiers sont à caractère artisanal et n'emploient aucun salarié. Il occupe 2 400 salariés dans 950 établissements et génère 108 millions d'euros de valeur ajoutée, soit un peu moins de 20% de la richesse créée par l'industrie entière. La croissance du secteur est soutenue par la demande des ménages, malgré des importations accrues sur ce type de biens.

### Valeur ajoutée des industries des biens de consommation



### Indicateurs comptables des industries des biens de consommation

	En 2004 (millions €)	Évolution annuelle 1994-2003
Chiffre d'affaires	290,6	5,1%
Consommations intermédiaires	166,7	4,9%
Valeur ajoutée (VA)	108,1	5,0%
Frais de personnel	67,6	4,0%
Excédent Brut d'Exploitation / VA	27,8%	1,3%
Investissement (ou FBCF)	16,4	-3,7%

Source : Insee, EAE 2004 et SIE 1994-2003

La croissance du chiffre d'affaires produite est sensiblement identique à celle de l'industrie et s'explique par l'évolution de la demande. Les débouchés sont presque exclusivement locaux. Les exportations de biens de consommation ne représentent en effet que 1% du chiffre d'affaires. La progression du pouvoir d'achat dans les années 1990 et 2000, de 3,2% par an, a soutenu la demande de ce type de biens. Cependant, cette demande accrue a surtout favorisé l'importation.

Cette dominance des importations augmente puisque la part de la production locale sur le total de la production locale et des importations a perdu 3,3 points en 9 ans.

Le taux de valeur ajoutée est stable sur la période étudiée. Celui-ci est élevé (40%) en raison d'un besoin restreint de consommations intermédiaires dans la production.

# les secteurs industriels

80% des biens intermédiaires utilisés par les entreprises qui fabriquent des biens de consommation sont importés.

La part de la valeur ajoutée consacrée aux frais de personnel diminue sous l'effet des exonérations de charges qui découlent de la loi Perben. Les charges patronales ont ainsi diminué depuis 1994, et notamment en 1995 où on observe une forte baisse de 26%.

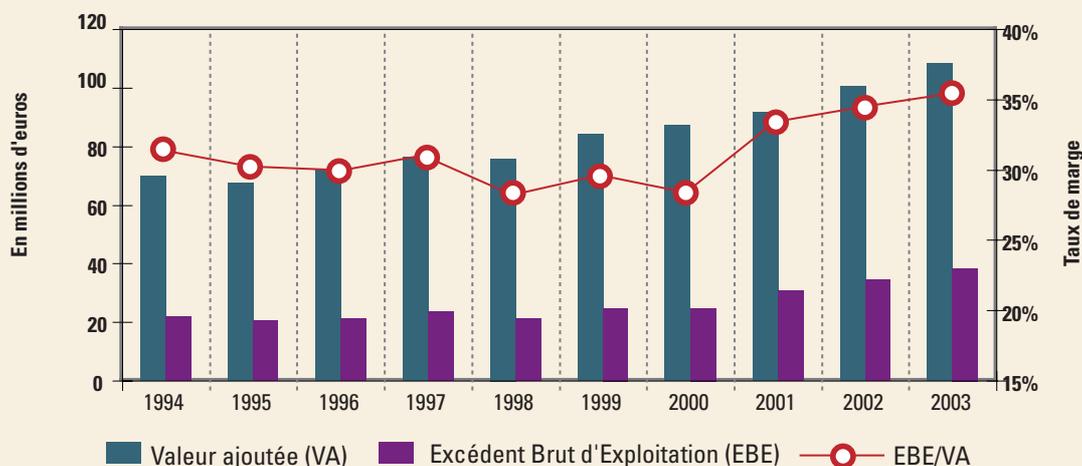
Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi salarié est de 3,9% tandis que les rémunérations brutes (hors charges sociales) ont augmenté de 5,1% par an.

Les entreprises de biens de consommation sont en bonne santé. Le taux de marge croît de 4 points depuis 1994 ; le ratio de la capacité d'autofinancement sur la valeur ajoutée croît de

2 points, la productivité gagne 4,6 points. La croissance est particulièrement soutenue à partir de 2001 avec un taux de croissance annuel moyen de valeur ajoutée de 8,8% contre 3,9% sur la période 1994-2001. La capacité d'autofinancement, qui caractérise les profits dégagés par les entreprises avant déduction des dividendes, augmente de 14,6% par an contre 7% par an entre 1994 et 2003.

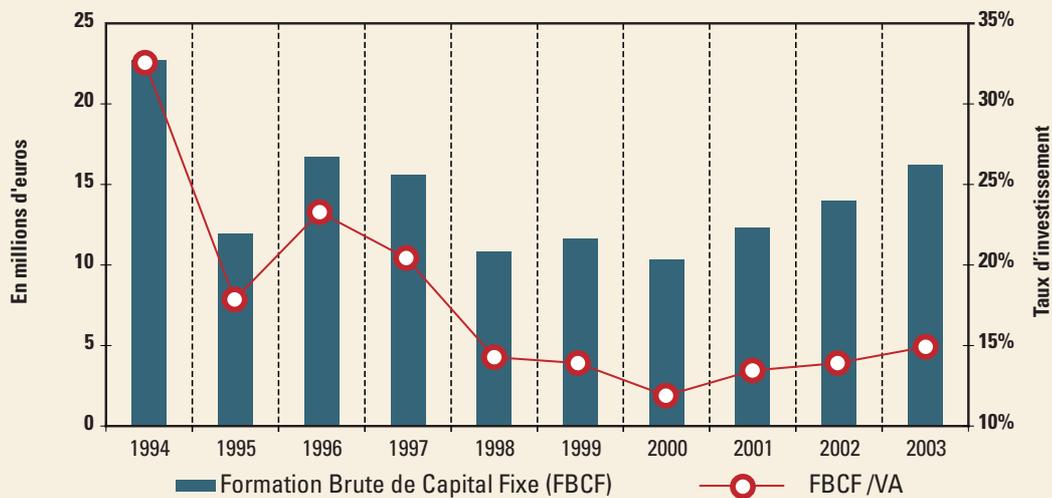
L'investissement augmente de 14,6% de 2001 à 2003, alors que sa croissance est négative (-8,4%) sur les neuf années précédentes. En 1994, les investissements sont, comme dans l'agro-alimentaire, à un niveau très élevé. Cependant sur la période 1995-2003, le taux de croissance n'atteint que 3,5% par an. Les actionnaires ont vu leurs dividendes multipliés par trois en neuf ans.

Évolution de la valeur ajoutée, de l'Excédent Brut d'Exploitation et du taux de marge de 1994 à 2003



Source : Insee, SIE

## Évolution de la Formation Brute de Capital Fixe et du taux d'investissement de 1994 à 2003



## LES PRINCIPALES INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION (Effectif salarié supérieur ou égal à 30)

